

## **Les Communistes turcs en Belgique (1972-1989)**

L'analyse des rapports entre migrations et partis communistes étrangers présente dans le cas de la Turquie un intérêt d'autant plus pertinent que ces deux phénomènes y connaissent une évolution simultanée au cours de la période 1960-1980. En effet, les flux migratoires qui y ont pris forme à partir du début des années 1960 à destination d'un certain nombre de pays d'Europe de l'Ouest, se sont développés concomitamment à l'essor, au niveau local, d'un mouvement ouvrier et syndical croissant en nombre et en visibilité, et à l'accession sur la scène parlementaire d'un parti socialiste, le Parti Ouvrier de Turquie (**Türkiye İşçi Partisi - TİP**), évoluant vers la fin de la décennie en un parti communiste orthodoxe et prosoviétique, tout en ayant vu défiler au sein de ses structures de nombreuses figures de la gauche radicale des décennies suivantes. Le Parti Communiste de Turquie *historique* (**Türkiye Komünist Partisi - TKP**) –l'ancienne section de l'Internationale Communiste-, quant à lui, reste interdit depuis les années 1920 et contraint à une clandestinité durement éprouvée, dans un pays où l'anticommunisme d'ordre institutionnel se superpose à une inimitié populaire vis-à-vis du grand voisin russe, accentuée par le caractère athée de son régime socialiste. Sa position géographique par rapport à l'URSS en fait aussi -et surtout- dans le contexte de la « Guerre Froide », un partenaire incontournable de la défense atlantique et du « monde libre et démocratique », lui assurant la bienveillance des dirigeants occidentaux, beaucoup plus cléments ou tout simplement indifférents vis-à-vis des tendances liberticides qui y prévalent.

Le nouveau mouvement socialiste en gestation en Turquie va connaître également au cours de cette période une extension de son champ d'action sur le territoire européen, débordant largement le seul milieu des réfugiés politiques, en s'implantant au sein des populations turques émigrées. Il assurera ainsi au début des années 1970 au Parti Communiste de Turquie en exil une base arrière de choix dans son objectif de réinvestir l'espace politique turc.

Si l'émigration de main-d'oeuvre vers les pays industrialisés est pour l'essentiel la conséquence de contingences d'ordre économique et social, il arrive aussi par moment que la frontière entre « exilés politiques » et « immigrés économiques » ne soit pas aussi nettement tracée : que l'on songe aux cas de partisans du Parti Démocrate déchu après le coup d'Etat militaire de 1960, ou aux nombreux travailleurs licenciés et placés sur des listes noires patronales au tournant de l'année 1968, pour faits de grève ou propagande politique. D'autres ne feront la découverte du militantisme politique qu'au moment de leur arrivée et de leur installation dans le pays d'accueil, au contact des organisations syndicales, de leurs camarades (compatriote et/ou étranger) d'entreprise ou dans les lieux de rassemblement jouxtant leur quartier d'habitation, comme les cafés.

Pour les partis encore marginaux dans le paysage politique turc au cours de cette période 1960-1980 (aussi bien la myriade de tendances émanant de la gauche révolutionnaire que les groupes plus concentrés de la mouvance islamiste et/ou d'extrême droite), les communautés immigrées turques établies à l'étranger constitueront avec le temps non seulement une précieuse base de repli et de refuge dans les périodes difficiles comme celles consécutives au pronunciamiento de 1971 et au coup d'Etat militaire de 1980, mais aussi et

surtout un terreau fertile pour attirer de nouveaux adhérents ou sympathisants potentiels, tisser des réseaux de solidarité et d'entraide tant avec les émigrés qu'avec la société civile de ces pays, parfaire la formation des cadres, ou encore favoriser les opportunités de rentrées financières supplémentaires (les ouvriers turcs à l'étranger ayant généralement des revenus plus élevés que ceux de leurs camarades restés au pays).

Si les partis politiques turcs légaux ne peuvent avoir d'organisations à l'étranger, il sera toutefois possible de trouver pour la plupart des courants idéologiques au moins une association s'identifiant à leurs causes respectives. Si l'interdiction d'activités politiques à l'étranger imposée par la loi turque n'a pas d'importance pour le TKP déjà illégal, le parti communiste privilégiera néanmoins de continuer à fonctionner dans la clandestinité, même dans ses contacts avec ses homologues, et ne participera effectivement que très rarement à des manifestations sous son nom propre, laissant ce champ d'action à ses organisations de masse.

En Belgique, les années 1960 sont marquées par la montée en puissance d'un mouvement de défense des droits des immigrés, s'arc-boutant sur les deux principales organisations syndicales du pays. Ce mouvement s'affirme dans la décennie suivante tout en parvenant à transcender les clivages philosophiques traditionnels du pays. Le Parti Communiste de Belgique ne déroge pas à cette tendance, comme le montre sa décision de favoriser, parmi les groupes de militants communistes étrangers, la formation d'organisations autonomes (mais non ségréguées). Le constat dressé par l'un de ses dirigeants, Jean Blume, au sujet de l'évolution de ce rapport aux immigrés, est assez éclairant à ce sujet : *« L'aide aux immigrés politiques et économiques de partout est familière à tous mes camarades. Elle est pour moi, durant des années, une responsabilité*

délicate à assumer. Les traditions établies dans un avant-guerre marqué par la montée et l'installation du fascisme ou de régimes s'en rapprochant veulent que le parti groupe en son sein, sous sa protection et son autorité tous les communistes vivant en Belgique, d'où qu'ils viennent. Quant à la protection et à l'aide, la méthode est efficace. Quant à l'autorité, qui se résume dans la majorité des cas à un rôle d'arbitre dans des conflits internes, idéologiques ou personnels, ou les deux ensemble, elle est douteuse. L'expérience aidant, je la juge néfaste. Réfléchir politiquement à la place d'un immigré, qu'il soit grec, italien, turc, algérien, espagnol, marocain, c'est impossible (...) Ce dont il a besoin, c'est d'abord de la complète liberté d'une réflexion poursuivie avec ses frères (...) [il faut donc] encourager l'instauration d'un statut d'autonomie pour les communautés étrangères » (Drôle d'agenda, 1985, p. 209-210).

Toutefois, nous constaterons également à la lumière de l'exemple turc que les partis communistes et leurs organisations « immigrées » reconnues comme telles sont loin d'être les seules composantes de la « mouvance » communiste à avoir une activité militante en Belgique, raison pour laquelle nous avons préféré élargir notre attention sur l'activité des communistes turcs en général, du moins ceux avec lesquels le **Parti Communiste de Belgique** (PCB) a entretenu des contacts significatifs.

A la suite d'un bref exposé donnant quelques points de repère sur l'historique des deux partis communistes turcs en présence, nous exposerons la manière dont les sections de ces deux partis et leurs organisations « de masse » se sont développées à partir du début des années 1970 et le type de contacts qu'ils ont entretenus avec le tissu social du pays d'accueil.

## **L'extrême gauche en Turquie**

Avant les années 1960, la gauche turque, tout en étant fondamentalement marginalisée dans un pays constitué pour l'essentiel d'une population paysanne de petits propriétaires, fut en grande partie marquée par l'emprise du Parti Communiste de Turquie, créé en septembre 1920 à Baku. Rejeté assez tôt dans l'illégalité et frappé à plusieurs reprises par des opérations d'arrestations/condamnations entre 1925 et 1951, sans parler de son autodissolution en 1937 dans le cadre de la politique de « décentralisation » du Komintern enjoignant ses militants de rejoindre les rangs kémalistes, le TKP parvient à faire adhérer un petit nombre d'intellectuels et d'artisans/ouvriers (quelques centaines de personnes), formant un cercle dévoué à la cause communiste et à la défense du camp soviétique, peu enclin à tolérer la critique au sein de ses structures, et traversé de manière récurrente par des conflits de personne conduisant ponctuellement à des exclusions et des ruptures irrémédiables.

Au lendemain d'un coup d'Etat mené par de jeunes officiers en mai 1960 et de la promulgation d'une nouvelle constitution de tendance libérale, le Parti Ouvrier de Turquie est fondé en février 1961 par un groupe de syndicalistes qui reçoit peu après l'appui d'intellectuels marxistes. Calqué à l'origine sur un modèle inspiré notamment par le Parti Socialiste Belge, le TİP attire progressivement dans ses rangs d'anciens membres du TKP, des démocrates progressistes, des étudiants tentés par son discours novateur, et des militants kurdes recherchant un espace susceptible de relayer leur revendication régionale.

Le Parti Communiste de Turquie, ou du moins ce qu'il en reste, se reconstitue vers 1962 au travers de son Bureau Extérieur installé à Leipzig, regroupant quelques réfugiés établis de plus ou moins longue date en URSS et dans les républiques socialistes « satellites ». Ils soutiennent l'action du TİP en Turquie et, dans le même temps, tentent d'assurer quelques premiers contacts auprès des travailleurs turcs qui commencent à s'établir en République Fédérale d'Allemagne.

Si le TİP parvient à obtenir 3 % des suffrages lors des élections générales de 1965 et remporte quinze sièges à l'Assemblée nationale, il ne parvient pas à éviter pour autant les conflits internes entre tenants d'une ligne parlementariste basant son succès sur la conscientisation des masses laborieuses (groupe de la « révolution socialiste ») et partisans d'une révolution anticapitaliste et anti-impérialiste, reposant sur une assise sociale plus large, notamment par une alliance avec les forces civiles et militaires « néo-kémalistes » (groupe de la « révolution démocratique nationale »). Cette dernière tendance est exclue du parti, mais convainc une frange de plus en plus large de la jeunesse étudiante qui tend à radicaliser son mouvement, en s'inspirant d'expériences extérieures hétéroclites (stalinisme, maoïsme, guévarisme, hodjisme), dans un contexte plus large de mobilisation contre la guerre du Vietnam et de lutte contre l'impérialisme américain et ses agents économiques et militaires en Turquie.

Le TİP finit par connaître une hémorragie incompressible sous les effets conjugués d'un mouvement étudiant qu'il ne maîtrise plus, de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie qui approfondit les divergences de vue sur la position à adopter vis-à-vis de l'internationalisme, sur fond de conflits sur la stratégie politique à adopter en vue des élections entre défenseurs d'une ligne doctrinale (groupe Boran-Aren) et tenants d'un programme plus populiste

(mené par Mehmet Ali Aybar, son président charismatique), et d'un mouvement syndical qui a fini par le déborder alors même que, paradoxalement, un certain nombre de dirigeants de la Confédération des Syndicats Ouvriers Révolutionnaires (**Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu - DİSK**) créée en 1967 sont aussi des cadres du parti. Les partisans d'une « troisième voie », prônant la préservation de l'unité du parti, un remaniement de son programme et de ses structures pour davantage de démocratie interne, soutenu de l'extérieur par une série d'intellectuels et de journalistes socialistes regroupés autour de la revue *Ant* (le Serment, dont nous retrouverons le rédacteur en chef, Doğan Özgüden, à Bruxelles à partir des années 1970), n'y changeront rien. Le président du TİP et son « socialisme à visage humain » finissent par claquer la porte du parti ; les militants kurdes prennent leur distance en créant leur propre organisation ; une partie de la jeunesse révolutionnaire, ne voyant plus son salut que dans la lutte armée, se lance hâtivement dans des activités de guérilla. Au terme de ces débats et de ces départs, le TİP se profile de plus en plus comme un parti communiste prosoviétique, et ce à quelques mois d'un mémorandum militaire qui conduira, dans le cadre plus général de la répression de la gauche turque, à son interdiction et à la condamnation de ses dirigeants. Un grand nombre d'entre eux, une fois libérés par un processus d'amnistie lancé en 1974, reprendront du service dans un Parti Ouvrier de Turquie refondé le 1<sup>er</sup> mai 1975, tout en maintenant le nouveau cap politique tracé. Toutefois, ils ne seront plus au cours des cinq années suivantes le seul représentant d'une gauche morcelée (le parti est passé d'un effectif de 12.000 membres en 1968 à 5.000 dans la deuxième moitié des années 1970, alors que le potentiel de militants d'extrême gauche a considérablement augmenté durant ce laps de temps). Le TKP tirera profit de l'absence momentanée du TİP sur le devant de la scène, en lançant une campagne de retour sur le territoire turc (la campagne **Atılım**, avec le journal du même nom) et bénéficiera d'un

crédit croissant au sein de centrales syndicales affiliés à la DİSK, comme la Fédération des métallos (Maden-İş), et de groupes de jeunes militants qui constitueront ses organisations – relais en Turquie comme l'Association de la Jeunesse Progressiste (İlerici Gençlik Derneği - İGD).

### **L'organisation des « communistes » turcs en Belgique**

Le Parti Ouvrier de Turquie, de sa fondation en 1961 à son interdiction en 1971, puis entre 1975 et 1980, n'a jamais vraiment cherché à susciter la création d'associations-soeurs parmi les communautés émigrées. Il y compte en revanche dès les années 1960 un bon nombre d'abonnés à ses publications ainsi que de généreux donateurs, mais se limite à enregistrer les candidatures émanant de l'étranger dans un registre spécifique de membres. Une Fédération des Socialistes Turcs d'Europe (**Avrupa Türk Toplumcular Federasyonu - ATTF**), créée en 1968 par quelques associations de gauche actives principalement en République Fédérale d'Allemagne, lui prête allégeance avant de glisser progressivement après 1971 dans le giron du Parti Communiste de Turquie. Ce dernier s'est fait connaître au-delà du rideau de fer à l'Ouest, sans doute moins par ses publications telle que *Yeni Çağ* (Temps Nouveau), même si les instances diplomatiques turques en accord avec les patrons charbonniers belges ont pris la précaution d'en interdire la diffusion éventuelle dans les cantines de mineurs, que par ses émissions de radio (*Bizim Radyo*) qui, selon le bulletin d'information édité conjointement par les autorités turque et belge : « *après avoir joué quelques disques folkloriques (...) s'emploient immédiatement par leurs propagandes subversives habituelles à détacher les liens qui unissent les citoyens turcs à leur patrie* ». Néanmoins, il ne parvient pas pour autant à susciter chez les immigrés turcs, de plus en plus nombreux à s'établir en Belgique (près de 8.000 ouvriers en 1970), la constitution d'une association politique.

**CARCoB – Archives Communistes**  
**Journée consacrée aux PC étrangers en Belgique – 14 février 2009**

Contrairement à une idée fort répandue, la migration joue moins un rôle de catalyseur dans la prise de conscience par les travailleurs de leur condition ouvrière, qu'un tremplin pour s'élever dans l'échelle sociale.

Le déclic viendra d'ailleurs. La Régionale bruxelloise de la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB) animée depuis 1968 par son secrétaire René De Schutter tend à trancher avec la politique habituelle du syndicat socialiste vis-à-vis de ses adhérents migrants, en encourageant, je cite, « *la création d'organisations autonomes des travailleurs étrangers qui ont avec la FGTB des rapports d'égal à égal, étant entendu que ce qui relève du domaine syndical (...) est un monopole de l'organisation syndicale, même si ce monopole est influencé par les rapports avec les organisations de travailleurs migrants, la FGTB tendant d'assurer en contrepartie une protection légale, une assistance logistique et une « résonance » aux initiatives de la communauté étrangère* » (voir la revue *Contradictions*, 1978). En somme, un point de vue assez convergent avec celui postulé par le Parti Communiste de Belgique, qui sera d'ailleurs très proche de cette « mouvance De Schutter » durant les années 1970.

C'est ainsi que le 23 juillet 1972 est fondée une Union des Travailleurs de Turquie en Belgique (**Belçika'daki Türkiyeli İşçiler Birliği - BTİB**), sous la férule d'un petit nombre de militants syndicaux déjà regroupés au sein de la régionale bruxelloise en un « bureau de solidarité des travailleurs de Turquie de la FGTB » (futur « Comité des Travailleurs de Turquie » de la Régionale FGTB de Bruxelles-Hal-Vilvorde), et dont le responsable Hüseyin Çelik, sympathisant du « défunt » TİP, recruté en France, fût vraisemblablement remercié par la CGT en raison de l'édition d'une publication extrêmement critique à l'égard de sa politique à

l'égard des migrants (voir les critiques de Léon Gani dans *Syndicats et travailleurs immigrés*, 1972).

Au-delà des efforts de syndicalisation de la main-d'œuvre turque, des permanences sociales, juridiques et médicales fournies en son local du n° 27 de la rue Philomène, cette Union ambitionne de regrouper la communauté turque et d'en faire une force collective. Sa référence au TİP est clairement marquée par son insigne (une roue dentelée, mais sans l'épi), et ses premiers militants sont tous d'anciens membres ou sympathisants du parti. En quelques mois, elle parvient à dénombrer l'affiliation de près d'une centaine de personnes. Elle devient également membre du Comité de Liaison des Organisations de Travailleurs Immigrés (CLOTI) et de la Fédération des Socialistes de Turquie d'Europe, non encore lié au TKP. Pendant ces deux premières années de fonctionnement, l'Union n'aura de cesse de harceler le syndicat pour trouver une solution au problème des travailleurs immigrés clandestins, dont elle prendra une part active dans le processus de régularisation à partir du 1<sup>er</sup> août 1974 (*Opération Bidaka*, dans *Contradictions*, 1978), en se faisant l'intermédiaire du syndicat et des pouvoirs publics pour les dossiers de près de 2.000 clandestins turcs. Elle n'y trouvera cependant, à moyen terme, aucun profit en terme de nouveaux adhérents, d'autant que les premières dissensions voient le jour. Certaines voix, dont celle de Hüseyin Çelik lui-même, s'élèvent contre les pratiques d'instrumentalisation de travailleurs clandestins, conduit à leur insu à participer à des manifestations de solidarité avec la situation à Chypre (tout en partageant le même point de vue sur le sujet), ou à porter des calicots à des fins de politiques « partisans », sous-tendant un certain agacement devant la présence de plus en plus envahissante du TKP et de ses organes européens. Car entre-temps est apparue dans l'ombre du BTİB une section belge du TKP, à l'initiative de deux exilés politiques, İbrahim Cihan Şenoğuz et Veysi Sarisözen,

arrivés respectivement en septembre 1973 et en mars 1974. Anciens membres du TİP et tenants de la « troisième voie », ces deux personnages ont été envoyés à Bruxelles par le groupe clandestin *Partizan*, créé après 1971 et dirigé par un certain Nabi Yağcı, mieux connu sous son « nom de guerre » Haydar Kutlu, futur secrétaire général du TKP, dans la perspective d'un rapprochement avec le mouvement communiste international résultant d'une attirance de plus en plus prononcée par le prestige de l'Union Soviétique comme contrepoids à l'hégémonie américaine, afin de nouer des contacts avec le TKP en exil. Au terme de quelques entrevues avec des responsables du Parti Communiste, leur adhésion est acceptée (de même que celle de l'ensemble de leur groupe qui jouera par la suite un rôle décisif dans l'évolution du TKP) et ils se voient chargés de créer une section belge. Ils entretiennent depuis leur arrivée de nombreux contacts avec le BTİB, où ils peuvent compter sur l'appui de Nurkalp Mecit Devrim, ancien militant du TİP, proche du groupe *Partizan* avant son départ pour la Belgique, et qui deviendra le représentant du TKP en Belgique au début des années 1980, après le retour de Cihan Şenoğuz en Turquie en 1979.

Hüseyin Çelik, relais principal du BTİB avec la FGTB bruxelloise, quitte cette organisation tombée entièrement sous contrôle du TKP à la fin de l'année 1974. Une seconde rupture, se muant en scission, se produit également vers la fin de l'année 1975 chez des éléments critiques de la « nouvelle » politique du BTİB, dont les raisons sous-jacentes correspondent aussi à des ambitions personnelles déçues. L'Organisation de Solidarité des Travailleurs de Turquie en Belgique (**Belçika'daki Türkiyeli İşçiler Dayanışma Örgütü - TİDÖB**), fruit de cette scission, ne durera que peu de temps. Le BTİB, de son côté, soutient la création d'associations-sœurs en province, mais n'y obtient qu'un succès fort mitigé, en ne parvenant à s'implanter en dehors de la capitale, qu'à Anvers, Eindhoven et Liège. En 1975, sont fondés le Comité des travailleurs progressistes d'Emirdağ

(**Emirdağ'lı İlerici İşçiler Komitesi - EİİK**), changeant sa dénomination l'année suivante en Union de la Jeunesse de Turquie en Belgique (**Belçika'daki Türkiyeli Gençlik Birliği - BTGB**), l'Union des travailleurs et des étudiants de Turquie de Liège (**Türkiyeli İşçiler ve Öğrenciler Birliği - TİÖB**), qui deviendra plus tard l'Association culturelle et d'entraide sociale des travailleurs turcs de Liège (**Liyej Türk İşçileri Sosyal Dayanışma ve Kültür Derneği - LTİSDKD**), et l'Union des femmes de Turquie en Belgique (**Belçika'daki Türkiyeli Kadınlar Birliği - BTKB**) qui a son siège à Bruxelles ; en 1977, l'Union des travailleurs d'Anvers (Anvers İşçi Birliği) et l'Association des travailleurs turcs d'Eisden (**Eisden Türk İşçi Derneği - ETİD**). Sur un plan national (certaines personnes figurant comme membre dans plusieurs de ces associations), l'effectif global sur lequel peuvent compter ces organisations « de masse » atteint à peine une centaine d'adhérents. Le BTİB ne cache d'ailleurs pas ses limites d'action dans la communauté turque. La section du TKP se limite quant à elle à un cercle de 15 à 20 membres.

En 1976, Hüseyin Çelik est à l'origine d'une nouvelle structure, le Centre Culturel des Travailleurs de Turquie en Belgique (**Türkiyeli İşçiler Kültür Merkezi - TİKM**), adhérant également au CLOTI. Comme sa dénomination l'induit, l'organisation a pour objet d'accompagner son action sociale d'une activité culturelle au service de la communauté immigrée turque (bibliothèque et médiathèque). Toujours bien ancré dans la « mouvance De Schutter », dont les belles années approchent de leur fin, cette association se fait connaître par des conférences de presse largement diffusées sur les problèmes du trafic de main-d'œuvre dans les charbonnages limbourgeois, de l'implantation des Loups Gris en Belgique et de l'augmentation des cours de coran clandestins. Cette organisation peut également compter sur l'appui de deux personnalités influentes : d'une part, Muharrem Karaman, secrétaire de la section turque du Service des Travailleurs Migrants de la Confédération des Syndicats Chrétiens,

très bien vu dans les milieux liés au Mouvement Ouvrier Chrétien, se rapprochant du mouvement communiste turc tout en soutenant davantage l'aile gauche du Parti Républicain du Peuple (à noter qu'aux élections générales turques de 1973 et de 1977, une grande partie de la gauche, TKP compris, appelle à voter pour les Républicains en vue d'un Front Démocratique opposé au Front Nationaliste composé par les conservateurs, les islamistes et l'extrême droite) ; d'autre part, Doğan Özgüden, journaliste socialiste, ancien membre du TİP, réfugié à Bruxelles à partir de 1974 où il fonde l'agence d'information Info-Türk, qui, après avoir quitté la Turquie avec sa femme à la fin de l'année 1971 a vécu clandestinement en France et aux Pays-Bas. Très proche du Parti Ouvrier de Turquie nouvellement reconstitué, il entretient des contacts étroits avec les deux dirigeants syndicaux turcs de Belgique, dont il s'occupe de la rédaction des journaux syndicaux en langue turque.

Les rapports entre le TİKM et le BTİB sont plus que tendus, les premiers dénonçant les pratiques des seconds en parlant de « *fraction* » s'arrogeant le droit de collecter sans aucune autorisation des fonds auprès des mineurs turcs au nom de la DİSK ; les seconds traitant en retour les premiers de « *socialiste[s] de table* », « *maquis provocateur* » « *main dans la main avec les fascistes, les collaborateurs de classe, [et] avec les maoïstes contre le syndicalisme de classe...* ». Cette rivalité est également celle qui oppose le TKP au TİP, tant en Europe qu'au pays, en concurrence pour le titre de premier (et unique ?) parti de la classe ouvrière. Compétition qui finit par déplaire au mouvement communiste international, commençant à entretenir des liens de plus en plus amicaux avec les autres partis communistes prosoviétiques présents en Turquie (nous n'avons pas jugé utile de développer plus sur un troisième parti, le Parti Socialiste Ouvrier de Turquie, ce dernier n'ayant que peu de contacts avec le PCB et étant très marginal au niveau belge) et à s'activer en coulisse

(notamment par l'entremise d'un certain Vladimir Zagladine) en vue de réunir et fusionner ces différents courants.

Après l'abandon de son statut de réfugié, Doğan Özgüden redevient membre du TİP en 1978, et fait office de représentant du parti à Bruxelles. Il organise une section locale et propose au siège central du parti l'affiliation de quelques dizaines de personnes installées en Europe occidentale, parmi lesquels Hüseyin Çelik et Muharrem Karaman. Dans l'incapacité juridique de s'organiser à l'étranger, sans parler de la crise interne qui secoue le parti dans la perspective -inimaginable pour plus d'un militant- de fusionner avec le TKP, la direction du TİP propose, comme compromis, la constitution d'une organisation ouverte à ses sympathisants, qui deviendra en juin 1980 l'Union pour la Démocratie en Turquie (**Demokrasi İçin Birlik – DİB**) en juin 1980, soit quelques mois avant le coup d'Etat militaire.

Ce coup d'Etat, qui provoque l'exil de milliers de militants politiques de toutes tendances, voit aussi l'arrivée à Bruxelles du secrétaire général du TİP, Nihat Sargin, puis de sa présidente Behice Boran. Pris en charge par le DİB, dont un comité belge est mis en place en février 1981, les deux dirigeants relancent leur politique de rapprochement avec le TKP, auquel s'oppose Doğan Özgüden qui est finalement exclu du parti. Le comité belge du DİB se déchire et n'est pratiquement plus visible après 1982. Bien inférieur en nombre de militants dans ces conditions d'exil, d'un ordre de grandeur de quelques centaines pour le TİP face à plusieurs milliers pour les organisations proche du TKP au niveau européen, le processus de fusion des deux partis communistes qui se concrétisera en septembre 1987 à Bruxelles ressemble bien plus, malgré les formes qui y sont mises et le protocole encadrant les réunions de travail et les

négociations, à l'absorption d'un petit parti affaibli par un Parti Communiste soutenu par ses homologues soviétiques, bulgares et est-allemands.

En corollaire de ce constat, on retrouve le représentant du TİP en Belgique, Kenan Ayyıldız, parmi les dirigeants du BTİB. Les anciens « fidèles » du TİP connaîtront d'autres trajectoires : le couple Özgüden concentrera ses activités dans l'information sur la situation en Turquie et les activités socioculturelles en milieu immigré (Ateliers du Soleil) ; Muharrem Karaman prendra ses distances de la gauche radicale pour se recentrer sur ses activités au sein de la CSC et en fondant les centres turcs d'information, d'animation culturelle et d'aide sociale (Türk-Danış, aujourd'hui Sima) ; Hüseyin Çelik prendra ses distances de la FGTB et se lancera dans des activités commerciales (rapatriement funéraire vers la Turquie, commerce au Soudan) avant de rentrer définitivement dans des conditions assez mystérieuses, voire polémiques, en Turquie vers 1985-86.

Le Parti Communiste, de son côté, poursuit encore quelque temps ses activités clandestines en Turquie avant d'exfiltrer une bonne partie de ses dirigeants locaux. Ce qui ne va pas sans poser problème au moment de la réaffectation des cadres dans les structures de l'exil, comme son nouveau représentant en Belgique, Baki Güncü. C'est en tous cas l'une des principales raisons qui entraînera une scission au sein du BTİB. En 1985, une assemblée générale réunie par un groupe de militants moins en vue dans l'organigramme du TKP mais beaucoup mieux implanté sur le terrain belge (emmené par Ali Bayar et Cevat (Bektaş) Özdemir, et comprenant aussi un certain Muharrem Türköz, le concierge de l'Avenue de Stalingrad) leur permettra de conserver le nom de l'association après inscription de ses statuts au registre des associations sans but lucratif. Les dirigeants toujours soutenus par le TKP mais « défaits » à

Bruxelles organiseront en 1987 une nouvelle association, **l'Union des Immigrés de Turquie** en Belgique, également sous statut d'ASBL.

La fin des activités des « communistes » turcs en Belgique, que nous situons un peu arbitrairement en 1989, peut être considérée sur la base de plusieurs facteurs : le retour du Parti Communiste Unifié de Turquie (**Türkiye Birleşik Komünist Partisi – TBKP**) au pays, suivi par un certain nombre d'exilés politiques, non sans poursuites judiciaires intentées à leur encontre par les autorités, mais aussi les divergences et les défections rencontrées au moment de la négociation de son programme ; la chute du Mur de Berlin ayant conduit à la dissolution subite du Bureau Extérieur du TKP ; le « déclin » de l'Union Soviétique ou plutôt la politique menée par Gorbatchov, honnie par plus d'un militant orthodoxe et/ou nostalgique.

### **Les relations avec la « société civile » belge et le PCB**

Les premiers rapports noués par les immigrés étrangers avec le tissu social du pays d'accueil passent souvent par les organisations syndicales. D'autant qu'avec les acquis obtenus par les travailleurs immigrés en matière de citoyenneté économique (droit de vote et d'éligibilité aux élections sociales), celles-ci deviennent au cours de cette période les premiers lieux de participation, normalement préservés du pouvoir discrétionnaire de la police des étrangers.

Comme nous avons pu le constater, les syndicats ont joué un rôle décisif dans la constitution des premières associations immigrées turques à visée politique, en les patronnant, les assistant et en leur donnant une certaine visibilité dans l'opinion publique, par l'intermédiaire des médias.

**CARCoB – Archives Communistes**  
**Journée consacrée aux PC étrangers en Belgique – 14 février 2009**

Si la période consécutive au pronunciamiento militaire de mars 1971 s'est passée dans l'indifférence quasi généralisée des opinions européennes et belges, surtout en comparaison des mobilisations rencontrées pour l'Espagne, la Grèce ou le Chili, elle peut également être imputée à l'absence d'organisations émigrées capables de relayer la voix des groupes politiques en difficulté dans le pays d'origine. Il faut attendre 1973 pour trouver l'une des premières interventions du BTİB à ce sujet, dans le contexte de la célébration des cinquante ans de la République turque. Elle fera à partir de ce moment ponctuellement des apparitions dans le *Drapeau Rouge* ou le *Peuple*, que ce soit sur la situation des clandestins, la crise chypriote ou la violence politique en Turquie (s'étendant à l'une ou l'autre reprise sur le territoire belge) dans la deuxième moitié des années septante. Preuve supplémentaire de l'influence syndicale, c'est le TİKM qui reprendra le relais dans cette médiatisation à partir de 1976, de même que pour la publicité de festivités culturelles parrainées par la FGTB.

Un autre lieu d'influence des syndicats, en coopération avec certains partis politiques étrangers de poids, est le CLOTI, et dès lors, les Conseils communaux consultatifs dans lesquels cette organisation joue un rôle prépondérant comme à Bruxelles-Ville. Il n'est pas étonnant de surcroît de voir siéger au niveau de ces instances des personnalités comme Hüseyin Çelik ou Nurkalp Devrim. En revanche (mais aussi pour le bien des historiens), cette institution devient par la même occasion un témoin privilégié des conflits des organisations immigrées de Turquie, notamment entre les deux tendances du DİB en 1981. L'influence ainsi acquise à l'échelle locale permet à ces organisations d'accéder à certaines fonctions « stratégiques » comme l'enseignement de la langue maternelle dans quelques écoles communales (nous pouvons citer les exemples des enseignants

Sadık Kosumcu et Abdullah Doğan issus du BTİB). Les permanents syndicaux turcs bénéficient également d'une bonne réputation dans la communauté immigrée de Turquie, comme nous le confirme la résolution en 1979, avec l'aide d'Hüseyin Çelik accompagné de Paul van Praag, d'un conflit opposant la colonie turque d'Hensies à son administration communale, dirigée par un bourgmestre PC, résultant de pratiques discriminatoires dans la répartition des logements sociaux entre candidats locataires de nationalité étrangère. Notoriété encore plus grande pour Muharrem Karaman qui profite aussi de son statut d'ancien mineur de fond.

Après le coup d'Etat de 1980, les organisations syndicales contribueront grandement à la mobilisation en faveur de la Turquie, entre autres par la création du Comité belge de défense des droits de l'homme, présidé par le Ministre d'Etat Pierre Vermeylen. Si ce comité connaîtra de grosses difficultés et un manque criant d'efficacité, ce sera de nouveau à cause de l'incapacité des organisations immigrées turques à laisser de côté leurs différends internes pour contribuer de manière optimale aux actions de solidarité proposées par la société civile belge.

Le Parti Communiste de Belgique, tout en évitant systématiquement de prendre parti pour l'une ou l'autre tendance, sera confronté de façon récurrente aux « turqueries » de ces organisations. D'autant que les conceptions brejnéviennes défendues avec force, voire même avec du dédain dans les rencontres bilatérales avec une section belge jugée « révisionniste », tant du côté du TKP que du TİP, sont à des kilomètres des positions critiques défendues par certains membres du secrétariat aux relations internationales du PCB, et particulièrement de son responsable des contacts avec les Turcs, Paul van Praag (désigné à cette tâche principalement en raison de ses liens familiaux

par alliance avec Hüseyin Çelik). Deux extraits de la correspondance de Théo Dejace, éminent représentant brejnévien de la fédération liégeoise, avec Louis Van Geyt, président du PCB, suffisent à situer la problème :

*« As-tu connaissance des positions du Parti Ouvrier de Turquie que tu peux te procurer square Wisser, 13, Bte 2, 1040 Bruxelles – Belgique. Nous sommes des ignares à côté de ces camarades dont on tue des membres tous les jours. Serait-ce une répression plus féroce qui nous serait nécessaire pour commencer à parler clair, à parler classe contre classe ? »* (30 décembre 1979).

*« ...J'y étais hier après avoir assisté le matin et l'après-midi à l'assemblée générale de Tourisme Populaire puis des Amis de la Tchécoslovaquie. Je suis rentré cher moi à 3 heures du matin. Claude Dejardin y était aussi et d'autres représentants d'organisations. Je m'apprêtais (sic), ne voyant aucun dirigeant communiste, à me laisser passer comme représentant du Parti. Mais [Pierre] Galand est arrivé visiblement plus intéressé par Claude Dejardin que par son voisin Dejace. Pour la deuxième fois à une occasion semblable, Galand a été propulsé à la tribune en arrivant et il a fait son discours type de Comité de solidarité en faveur des Turcs. On a aussi lu ton salut écrit de solidarité mais je considère que ce n'est pas suffisant de notre part [Susa Nudelhole était pourtant bien présent pour représenter le PCB]. Deux ou trois fois déjà, j'ai fait participer des délégations liégeoises de deux camarades à des manifestations turques se déroulant à Bruxelles. Et cette fois, j'étais présent moi-même. Inutile de m'invoquer les difficultés de militants. Je les connais depuis plus de 50 ans. **Mais la Turquie, c'est à notre porte et elle explique l'Afghanistan et même la Pologne. Au surplus le Parti Communiste turc s'est donné un programme et des statuts dont je t'ai déjà parlé et qui sont d'une rare intelligence léniniste...** »* (15 février 1981, après la soirée célébrant l'anniversaire du Parti Ouvrier de Turquie,

**CARCoB – Archives Communistes**  
**Journée consacrée aux PC étrangers en Belgique – 14 février 2009**

que Dejacque mentionne par méprise comme le Parti Communiste turc, et de la DİSK, organisée par le DİB la veille. Extrait souligné par nous).

Toutefois, il faut aussi souligner le travail de contrôle effectuée par la section belge du TKP dans la distribution de la presse communiste turque provenant de pays voisins, en empêchant la diffusion des publications tendant à critiquer à l'excès, voire à injurier certains partis frères comme le PCI ou le PCF. Le journal *İşçinin Sesi* (Voix du Travailleur) édité par la section britannique du TKP sera ainsi désavoué et interdit en Belgique à partir de 1978, quelques années avant l'exclusion de cette section du parti en raison de ses excès.

Indépendamment de ces différends d'ordre idéologique, le PCB sera d'un appui précieux pour le mouvement communiste turc en Belgique (pour rappel, la fusion du TKP et du TİP est annoncée à Bruxelles en septembre 1987), tant par ses interventions parlementaires et ses campagnes de sensibilisation en rapport avec la situation en Turquie, et ce jusque dans les années 1988-90 principalement pour la libération de Haydar Kutlu et Nihat Sargin, que dans la résolution des problèmes matériels et/ou administratifs de dirigeants comme Behice Boran et de Nihat Sargin.

Les fêtes du *Drapeau Rouge* et du *1<sup>er</sup> Mai* de la fédération bruxelloise du PCB, grand moment de rassemblements des partis et organisations communistes de toutes nationalités, constitueront également pour les organisations immigrées turques d'importantes et même cruciales opportunités de publicité et de rentrées financières. La manifestation anti-missiles organisée par le CNAPD à Bruxelles en 1979, restera aussi dans les mémoires comme un grand moment de participation turque à Bruxelles, tout en résultant d'un apport non négligeable de militants en provenance d'Allemagne.

**CARCoB – Archives Communistes**  
**Journée consacrée aux PC étrangers en Belgique – 14 février 2009**

Enfin, quelques militants turcs finiront par devenir membre à part entière du PCB, comme Kenan Ayyıldız ou Muharrem Türköz.

En **conclusion**, si le mouvement communiste turc n'a pas connu dans sa communauté émigrée de Belgique un succès comparable à ceux du PCI ou du PCE, il a en revanche largement contribué à la participation de cette « communauté » au mouvement de défense et de promotion des droits des immigrés, et plus modérément à l'actualité de la Turquie. Ses liens avec le mouvement syndical, plus que ceux entretenus avec le PCB, lui ont permis de développer ses associations sociales, culturelles et politiques et de jouer un certain rôle dans l'évolution de la population immigrée turque, en dépit de l'hostilité naturelle qu'une large frange de celle-ci vouait au socialisme. En revanche, les bisbrouilles incessantes qui ont animé la vie de ces organisations ont certainement freiné l'action de ce mouvement communiste et quelque peu compliqué ses relations avec la société civile et politique belge.

**Mazyar Khoojinian**

**Aspirant du F.R.S. – FNRS**

**Doctorant de l'Université Libre de Bruxelles**